

Brussels, May 1966
P/25

Embargo: 4 May 1966
à 17.00 h

INFORMATION MEMO

The Council of Ministers and the Commission have received the eighth annual report of the Monetary Committee and have released it for publication. The report covers the year ending April 1966. It contains a general introduction and an account of the economic and monetary situation in the member countries.

The Committee had analysed in its previous report the problems raised by the growing interpenetration of the Member States' economies, and noted that the measures adopted by the authorities of any given country to influence the economic trend within that country are felt more and more rapidly throughout the Community. The need for closer co-ordination of the economic policies followed by the Member States is therefore all the stronger. During the past year the Committee has examined these questions in detail, paying particular attention to the relative weight to be given to the monetary and budgetary measures by which the stability of the economy can be maintained or, if necessary, restored.

The Committee devoted even more of its efforts than in previous years to studying international monetary problems, which in 1965 assumed particular importance. The Council's decision of 8 May 1964 provided for consultations within the Committee on any decision or any important statement by Member States in the field of international monetary relations, in particular about the general functioning of the international monetary system or in cases where one or more Member States participate in major support operations aimed at helping non-member countries.

Such topics were discussed in the Committee over the past year before they came up in the other bodies and institutions, within which the Member States have been very active. In addition, the Committee has set up a working party whose task it is to confront the points of view of the Member States and seek a common denominator in order to facilitate the work being done in the same field by these other bodies, notably by the Group of Ten.

The Committee also held discussions prior to the renewal of the EMA, to the increase in the IMF quotas and to the extension of the General Arrangements to Borrow.

The trend of their external payments accounts in 1964 and 1965 led the United Kingdom and the United States to adopt measures designed to eliminate their deficits; it also led to international support operations which, in the case of the United Kingdom, were carried out at exceptionally short notice and on a large scale. The measures adopted by these two countries, notably those taken by the United States with regard to capital movements, have enabled some progress to be made towards the re-establishment of international equilibrium.

Together with the reduction in the payments deficits of the USA and the UK there has been a contraction in the Community surplus, a larger surplus on current account being more than outweighed by the decline in the net capital inflow. The external payments position of certain other European countries and of certain countries that produce mainly raw materials has also deteriorated, but in most of the developing countries it has improved slightly.

Bruxelles, mai 1966
P - 25

Embargo : 4 mai 1966 à 17h00:

NOTE D'INFORMATION

8ème Rapport d'activité du Comité Monétaire

Le Conseil et la Commission ont pris connaissance du 8ème Rapport d'activité du Comité Monétaire et ont autorisé sa publication.

Ce rapport, qui a été arrêté à la date du 4 avril 1966, comporte d'une part une introduction générale, d'autre part, un examen de la situation économique et monétaire des pays membres.

Dans son précédent rapport d'activité, le Comité monétaire avait analysé les problèmes soulevés par le processus d'interpénétration croissant des économies des Etats membres. Il avait noté à cet égard que les mesures prises par les autorités d'un pays pour influencer sur l'évolution économique nationale ont de plus en plus des répercussions s'étendant rapidement à l'ensemble de la Communauté. La nécessité de coordonner plus étroitement les politiques économiques des Etats membres n'en apparaît que plus impérative. Comme par le passé, le Comité s'est attaché à examiner ces questions, portant une attention toute particulière à celle du dosage des instruments monétaire et budgétaire qui permettent d'assurer l'équilibre ou de le rétablir le cas échéant.

Plus encore que précédemment, le Comité monétaire s'est penché sur les problèmes, particulièrement importants cette année, qui se posent dans l'ordre monétaire international. La décision du Conseil en date du 8 mai 1964 prévoyait, en effet, que des consultations auraient lieu au sein du Comité au sujet de toute décision et de toute prise de position importante des Etats membres dans le domaine des relations monétaires internationales, en particulier en ce qui concerne le fonctionnement général du système monétaire international ou à l'occasion de la participation d'un ou de plusieurs Etats membres aux actions importantes de soutien au bénéfice de pays tiers.

Aussi les discussions qui se sont poursuivies sur ces sujets dans d'autres enceintes, et auxquelles les Etats membres ont participé de façon très active, ont-elles été précédées d'entretiens au sein du Comité. Celui-ci a, en outre, créé un groupe de travail chargé de confronter des points de vue des Etats membres afin de faciliter les échanges parallèles des autres organismes et notamment celles du groupe des Dix.

Le Comité a également procédé à des échanges de vue préalables au renouvellement de l'A.M.E., à l'augmentation des quotas du F.M.I. et à la prorogation des Accords Généraux d'Emprunts.

L'évolution de leurs paiements extérieurs, en 1964 et en 1965, a conduit le Royaume-Uni et les Etats-Unis à adopter des mesures destinées à éliminer les déficits; elle a également été à l'origine d'actions de coopération internationale qui ont été caractérisées, dans le cas du Royaume-Uni, par leur urgence et leur ampleur. Les mesures adoptées par ces deux pays - en particulier celles qui ont été prises par les Etats-Unis en matière de mouvements de capitaux - ont permis certains progrès vers le rétablissement d'un meilleur équilibre international.

La réduction des déficits de ces deux pays a été accompagnée d'une diminution de l'excédent des pays de la CEE pris dans leur ensemble; l'augmentation de l'excédent enregistré au titre des transactions courantes a, en effet, été plus que compensée par la baisse des entrées nettes de capitaux. Il y a lieu de noter également une détérioration des paiements extérieurs de certains autres états européens et de quelques pays producteurs de matières premières. En revanche, la plupart des pays en voie de développement ont enregistré une légère amélioration de leur balance des paiements.